



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

20/11/2025

Contre le budget antisocial, pour l'augmentation générale des salaires : Le 2 décembre: #ToutBloquer pour #ToutGagner !

Une pluie d'argent public tombe pour l'armée et les géants de l'aérospatial alors que le gouvernement veut imposer un budget 2026 de classe brutal pour les salariés avec, entre autres la complicité du Parti socialiste. Lecornu a prévu 17 milliards de coupes directes dans les services publics.

En ce qui concerne la police et de l'armée, il n'est pas question de se serrer la ceinture ! Le gouvernement Macron/Lecornu a épargné le secteur de la défense. Le projet de budget prévoit une hausse de la dotation du budget de la défense de 6,7 milliards d'euros en 2026, afin d'atteindre 57,1 milliards d'euros !

Emmanuel Macron vient d'annoncer une nouvelle enveloppe de 4,2 milliards d'euros sur la période 2026-2030 argent destiné au Commandement de l'Espace dans la prochaine Loi de Programmation Militaire, prévoyant déjà 6 milliards d'euros pour le volet spatial. Une somme s'ajoutant aux 16 milliards déjà prévus à l'industrie spatiale : une nouvelle manne financière.

La loi de programmation militaire (LPM), votée en 2023, cadre le budget des Armées pour la période 2024-2030, et projette d'atteindre 68 milliards d'euros de budget annuel en 2030 ! Emmanuel Macron a décidé d'accélérer le calendrier de la LPM et réclame une rallonge supplémentaire de 3,5 milliards en 2026 et de 3 milliards en 2027 : demande intégrée dans le projet de budget Lecornu. Répondant ainsi positivement à LFI qui en commission des finances avait multiplié les amendements pour renforcer l'armée française en votant contre les crédits militaires...non parce qu'ils grimpent en flèche au détriment des budgets sociaux, mais parce qu'ils sont insuffisants comme le programme de drone, avion, char de combat, recherche militaire quantique, etc... Une politique s'alignant sur l'impérialisme français et les va-t-en-guerre du haut commandement militaire.

De manière à s'adapter aux mutations de la guerre, la LPM prévoit une enveloppe de 10 milliards d'euros pour l'innovation d'ici à 2030 et de 5 milliards d'euros pour les drones, ces engins (maritimes, terrestres, volants, etc.). Le renseignement, la contre-ingérence et la cyber-défense réunis obtiennent 9 milliards d'euros ! Le nouveau porte-avions, remplaçant le Charles-de-Gaulle en 2038, vient d'être commandé, coût estimé 10 milliards d'euros ! Patrick Pailloux a été nommé le 17 novembre 2025 délégué général pour l'armement par le Président de la République. Il prend ses fonctions à la DGA (Direction Générale de l'Armement) afin d'accélérer les commandes aux industriels de l'armement.

La ministre des Armées, Catherine Vautrin, a confirmé 3% du PIB d'ici 2030 pour être « *dans les clous des directives de l'OTAN* », nous proposons deux solutions dit-elle : « *des économies forcées sur les autres ministères se traduisant par des redéploiements et des ressources extra budgétaires un fonds de défense financé par un nouveau livret A (A+)* ». Au Congrès des maires de France Fabien Mandon, chef d'état-major des armées confirme les velléités de guerre « *Accepter de perdre nos enfants* » dit-il « *Si notre pays flanche parce qu'il n'est pas prêt à accepter de perdre ses enfants, parce qu'il faut dire les choses, de souffrir économiquement parce que les priorités iront à de la production défense, alors on est en risque* ».

Pas un euro, pas une vie pour leurs guerres !

Derrière ces annonces, ce sont comme toujours une nouvelle fois les travailleurs qui paieront la facture. Il faut prendre cet argent et supprimer les aides de 270 milliards versés au patronat afin de répondre aux réels besoins de la population pour un investissement massif dans les services publics tels que la santé, l'éducation, la recherche, la culture, etc.

Le gouvernement veut imposer son budget, ses dizaines de milliards de coupes dans les dépenses sociales et poursuivre sa politique au service des riches et du patronat et le réarmement affirmant ainsi défendre les intérêts de l'impérialisme français. Pour les travailleurs les urgences sont : bloquer le budget 2026 au service du capital, gagner sur les salaires, interdire les licenciements.

Le souffle de la rentrée sociale, accompagné des puissantes mobilisations pour #ToutBloquer les 10 et 18 septembre notamment, avec des milliers d'appels à la grève CGT, a illustré l'ampleur et la radicalité de la colère sociale demandant à s'organiser et s'exprimer.

Alors que les discussions au Parlement autour du budget ultra-austéritaire se poursuivent, la CGT a appelé à une journée de mobilisation le 2 décembre prochain, rejointe par FSU et Solidaires pour « *retirer [...] la série d'horreurs dans ce budget* », selon les mots de Sophie Binet.

Contre le budget antisocial, pour l'augmentation générale des salaires, contre la casse des services publics : faisons du 2 décembre, journée de grève nationale interprofessionnelle à l'appel de la CGT, le point de départ d'une mobilisation sociale, à partir des entreprises et services, pour #ToutBloquer pour #ToutGagner !

Rien de positif pour les salariés ne sortira de ce budget 100% austéritaire. Les attaques sont nombreuses contre les travailleurs et les services publics : la suppression de 3.000 postes dans la fonction publique et de plus 4.000 enseignants, le doublement des franchises médicales, la limitation à 15 jours des arrêts maladie, la baisse du budget des hôpitaux... Le report de la réforme des retraites est un piège, le patronat détruit des centaines de milliers d'emplois, le tiers du budget de l'Etat part chaque année dans les poches des actionnaires...

Fin septembre, la confédération de la CGT n'hésitait pas à exiger « *l'abandon de l'ensemble du projet de budget* » comme le déclarait le communiqué intersyndical du 2 octobre, la dirigeante de la CGT appelle aujourd'hui à enlever « *la série d'horreurs* » d'un budget qui « *reste catastrophique* » voir « *mauvais* » donc pas si catastrophique que ça ! La direction de la CGT poursuit son alignement sur la position de l'intersyndicale à la remorque d'une CFDT toujours de plus en plus en soutien à Lecornu et de la « stabilité » soutenant l'arnaque du « décalage » de la retraite. L'intersyndicale sème des illusions sur la bataille parlementaire et met sous le tapis la nécessité d'un vrai rapport de force pour abroger la réforme des retraites. Les grévistes et les manifestants portaient des revendications allant bien au-delà du retrait du budget fin septembre, notamment la question du salaire.

En persistant dans l'idée de journées de mobilisation isolées et déliées de tout plan de bataille, la confédération est entre deux chaises, poursuivre une stratégie de pression parlementaire totalement inefficace et tenter de répondre à la pression de la base sans s'en donner les moyens et sans appeler à la lutte de classe.

De Lecornu au PS, en passant par le RN le capital a toutes les cartes en main pour imposer ses solutions. Le rôle de la CGT est de mettre à l'ordre du jour une offensive générale de la classe ouvrière contre toute la politique réactionnaire du gouvernement et de ses complices.

Tous et toutes en grève le 2 décembre !